MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 18 septembre 2023

Régional

Le commerce mondial s'appauvrit de 85 Mds USD en raison des mesures de restriction

Selon le rapport, « *Re-globalisation For a Secure, Inclusive and Sustainable Future* », publié par l'Organisation mondiale du commerce début septembre, au moins 85 Mds USD du commerce mondial seraient touchés par les mesures de restriction mises en place dans le cadre de la guerre en Ukraine. Pour rappel, le 17 juillet 2023, la Russie a pris la décision de quitter la « *Black Sea Grain Initiative* », un arrangement qui permettait, depuis juillet 2022, de maintenir les exportations de grains de l'Ukraine par la mer Noire. Suite à cela, les marchés s'attendent à retrouver des niveaux d'inflation très hauts sur les céréales et surtout à subir des goulets d'étranglement au niveau de leur chaine d'approvisionnement. Le rapport de l'Organisation mondiale du commerce précise que les pays pauvres et en développement sont les premiers touchés par les conséquences de ces mesures restrictives. Elle appelle donc à travailler à la résolution des problèmes auxquelles font face ces pays dans la mesure où 68 des 96 mesures restrictives sont toujours d'actualité.

Burundi

Pas de brève cette semaine

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Dégradation de la note souveraine de l'Ethiopie par *Moody's*

L'agence de notation *Moody's* a abaissé la note souveraine de l'Éthiopie de Caa2 à Caa3 le 15 septembre. L'agence estime que la capacité du gouvernement à honorer les prochaines échéances du service de la dette extérieure du aux créanciers privés (19 % de la dette extérieure totale) est très réduite eu égard à la pression accrue sur les réserves de devises (1 Md USD d'Eurobond arrivant à échéance en décembre 2024). La qualité de crédit de l'eurobond éthiopien se serait dégradée avec un écart de rendement avec les bons du trésor américain de 4089 points de base à la suite de cette annonce. L'abaissement de la note souveraine de l'Ethiopie par *Moody's* succède aux révisions des agences *Fitch* (passage à CCC- en décembre 2022) et *Standard & Poor's – S&P* (CCC avec perspectives négatives). De plus, *Moody's* a modifié la perspective de l'Éthiopie désormais qualifiée de « stable » avec comme attente la conclusion « rapide » d'un programme de financement avec le FMI, qui s'accompagnerait d'une restructuration de la dette au titre du G20 *Common Framework*.

Kenya

Le Kenya cherche à louer ses principaux ports à des entreprises privées

Le Kenya a relancé le processus de location de ses principaux ports afin de renforcer la compétitivité de son secteur maritime et de générer au moins 10 Mds USD par an d'ici 2030. Le Kenya a lancé des appels d'offres pour louer des sections des ports de Mombasa et de Lamu à des opérateurs privés. L'administration du président William Ruto recherche des investisseurs privés pour prendre en charge les opérations et la gestion de cinq installations portuaires essentielles - les ports de Mombasa et de Lamu, les zones économiques spéciales de Dongo Kundu, le port de Kisumu et le port de pêche de Shimoni - dans le cadre d'un partenariat public-privé. La route commerciale du Kenya a récemment fait l'objet d'une concurrence intense, les pays enclavés que sont l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda préférant utiliser la route tanzanienne, ce qui a fait chuter le volume total de marchandises passant par Mombasa à 33,7 millions de tonnes métriques en 2022, contre 34,8 millions de tonnes en 2021.

Le port de Lamu accueille le premier cargo destiné intégralement au nord du Kenya

Le port commercial de Lamu, dont les trois premiers points d'amarrage ont été construits par l'entreprise chinoise *China Communications Construction Company* (480 MUSD), a été inauguré en juillet 2021. Les activités du port n'ont initialement pas connu la dynamique attendue : après un an d'activité seuls 13 navires avaient accosté au port (Maersk, CMA CGM, AMU), uniquement pour des activités de transbordement de navire à navire. Le 8 septembre toutefois, le port a reçu son premier navire avec une cargaison d'aide alimentaire d'*USAID* entièrement destinée à l'intérieur des terres et transportée via la route Witu-Minjila-Hola-Garissa vers Isiolo et les camps de réfugiés de Kakuma et Dadaab. Le port de Lamu s'inscrit en effet

dans le projet de corridor logistique *LAPSSET* (Lamu ; Sud soudan ; Ethiopie), initié dans la volonté de développement économique d'un territoire historiquement peu intégré par la construction d'infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires, portuaires et pétrolières pour un montant total estimé à terme de 25 Mds USD. D'après les autorités portuaires kényanes *(KPA)*, plusieurs institutions (dont *USAID*) prévoiraient d'avoir recours au port de Lamu plutôt que Djibouti, pour réduire les coûts de transport.

Une subvention de 59 MUSD accordée par MCC pour la fourniture de bus électriques pour la ligne 2 du *BRT (Bus Rapid Transit)*

Le Kenya a signé un accord pour une subvention de 8,7 Mds KES (59 MUSD) avec l'agence de développement bilatérale américaine *Millenium Challenge Corporation*. Les fonds – accordés dans le cadre du *Second Treshold Program* conçu pour améliorer la connectivité urbaine – seront dédiés à l'acquisition de bus électriques pour la ligne 2 du réseau de *BRT* à Nairobi. La ligne 2 du *BRT* (sur 5 envisagées) est la plus avancée du réseau à l'heure actuelle. Financée par le gouvernement kényan et construite par l'entreprise chinoise *Stecol Corporation* (contrat de 52 MUSD) la ligne devrait permettre de relier la ville de Ruiru au nord-est, au sud-ouest de la capitale, longeant notamment l'autoroute *Thika Road*. Les travaux d'infrastructures sont bien avancés mais actuellement à l'arrêt faute de budget mis à disposition par les autorités.

Madagascar

La Banque africaine de développement lance une plateforme numérique de mise en relation des entreprises

Une plateforme numérique dénommée *« Mada Business Linkage » (MBL)* a été lancée le 14 septembre dans le cadre du programme de liaison d'affaires entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les grandes entreprises (*SME Business Linkage Program*) financée à hauteur de 1,4 MUSD par la Banque africaine de développement (BAfD). Destinée aux entreprises à la recherche de fournisseurs ou de sous-traitants, ou désireuses d'améliorer leur visibilité, celle-ci leur permettra de renforcer les relations d'affaires *(B2B)* avec les autres sociétés formellement enregistrées à Madagascar. *MBL* a été développée par une entreprise locale spécialisée dans la transformation digitale, Ingenosya. Une campagne de promotion de *MBL* sera lancée en octobre 2023 dans sept grandes villes du pays : Tamatave, Diégo Suarez, Antsirabe, Fianarantsoa, Tuléar, Majunga, et Fort-Dauphin.

Trois accords de don signés avec la coopération allemande pour un total de 45 MEUR

La ministre de l'Economie et des Finances de Madagascar et le chef de la coopération allemande pour la *KFW* (banque de

développement) ont signé le 20 septembre trois accords de don pour un montant de 45 MEUR. Le premier projet, « Projet pêche côtière durable III » de 10 MEUR contribuera à la gestion durable des ressources naturelles marines dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest du pays, ainsi qu'à l'augmentation des revenus des populations rurales ; le second projet « Programme de développement communal inclusif et de décentralisation III » de 25 MEUR contribuera à l'amélioration de l'environnement socio-économique de la population (amélioration des infrastructures, renforcement des capacités et de la gouvernance locales, et renforcement des capacités du Fonds de développement local pour les régions de Diana, Boeny, Androy, Anosy et Atsimo Andrefana). Le troisième projet, d'un montant de 10 MEUR, financera le « Programme Paysage, Agroforesterie et Reboisement I » (résilience au changement climatique et biodiversité).

Maurice

Légère appréciation de la MUR vis-à-vis de l'EUR mais dépréciation de celle-ci par rapport à l'USD

Selon la Banque centrale de Maurice, sur la période août 2022-juillet 2023, la roupie mauricienne a eu une valeur moyenne de 48,19 MUR pour 1 EUR, soit une légère appréciation de 1,8 % vis-à-vis de l'euro, par comparaison à la période août 2021-juillet 2022. A l'inverse, la roupie mauricienne s'est dépréciée de 3,4 % vis-à-vis de l'USD en comparant ces deux mêmes périodes. La roupie a atteint en moyenne une valeur de 45,45 MUR pour 1 USD sur la période août 2022-juillet 2023.

Ouganda

Lancement officiel des consultations pour la préparation du budget 2024/2025

Le gouvernement ougandais a lancé, le 15 septembre dernier, les consultations pour la préparation de la Loi de finances 2024/25. Elle table sur un budget total de 52,7 Mds UGS (shilling ougandais) stable par rapport à l'exercice précédent. En revanche, l'amortissement de la dette - en hausse de 23 % à 3,2 Mds UGS - ampute les ressources allouées aux programmes gouvernementaux (-13,8 % à 21,7 Mds UGS). Le gouvernement estime néanmoins que les efforts de rationalisation des dépenses publiques permettront d'atteindre une croissance de 6,5 %. Enfin, si la clôture de l'année fiscale 2023/24 met en lumière une hausse de la dette publique (+2,6 Mds USD à 23,6 Mds), son poids rapporté au PIB est lui en baisse (47 % contre 48,4 % l'année précédente).

Fitch Rating maintien sa notation à B+ sur l'Ouganda avec perspectives négatives

Fitch Rating maintient sa notation sur la dette externe de l'Ouganda à B+ (risque très spéculatif) avec perspectives négatives en raison de la décision de la Banque mondiale de cesser tout nouvel engagement en lien avec la promulgation de la loi antihomosexualité, limitant *de facto* l'accès à des financements concessionnels. En revanche, les efforts de consolidation budgétaire, les perspectives de croissance et l'exécution du programme

FMI justifient le maintien de l'Ouganda dans la catégorie B+.

L'Ouganda pourrait sortir de la liste grise du GAFI

Une délégation ougandaise conduite par le ministre d'Etat en charge des « obligations générales » s'est rendue en Jordanie la semaine dernière pour négocier le retrait de l'Ouganda de la liste grise du GAFI. Les autorités se veulent confiante sur une issue positive de leur demande estimant faire le nécessaire pour satisfaire les exigences en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le terrorisme.

Rwanda

Croissance de 6,3 % au deuxième trimestre 2023

Au deuxième trimestre 2023, le Rwanda a enregistré une croissance de son PIB de 6,3 %, après une croissance de 9,2 % au premier trimestre. Cette croissance de 3 970 Mds RWF (3 Mds EUR), est principalement attribuée au secteur des services (45 %), suivi de l'agriculture (27 %) et de l'industrie (20 %). Les taxes directes nettes représentent 7 %. Parmi les services, le commerce de gros et de détail a augmenté de 6 %, les services de transport de 8 % (principalement grâce à une hausse de 23 % dans le transport aérien). Les services de télécommunication ont connu la plus forte croissance avec +37 %. Les exportations de biens et de services ont augmenté de 23 %, tandis que les importations ont diminué de 4 %. Cependant, le secteur agricole n'a pas enregistré de croissance en raison de la baisse de la production alimentaire causée par des conditions climatiques adverses. Le secteur de l'industrie a connu une croissance de 6 %, avec des augmentations notables dans l'extraction minière, la fabrication et la construction.

Le Rwanda signe un accord pour la construction d'un réacteur nucléaire de démonstration

Le gouvernement du Rwanda, représenté par le *Rwanda Atomic Energy Board (RAEB)*, a signé le 12 septembre un accord avec *Dual Fluid*, une société canado-allemande de technologie nucléaire, pour collaborer au développement d'un réacteur nucléaire de démonstration dans le pays. Le réacteur de démonstration devrait être opérationnel d'ici 2026 et les essais devraient être achevés d'ici 2028. Le gouvernement du Rwanda a accepté de fournir le site et l'infrastructure pour le projet, tandis que *Dual Fluid* est responsable de la mise en œuvre technique du partenariat. De plus, des scientifiques rwandais recevront une formation pratique dans le domaine de la technologie nucléaire. Cet accord vient concrétiser les ambitions du pays qui, en avril 2022, a signé son deuxième cadre de programmation pays pour 2022-2027 avec l'Agence internationale de l'énergie atomique pour la

coopération technique et le transfert de technologies nucléaires.

Seychelles

L'agence de notation financière *Fitch* maintient à nouveau la note de crédit des Seychelles pour 2023 à « BB- » avec une perspective « stable »

Cette notation traduit la stabilité de la politique macroéconomique et monétaire seychelloise, des niveaux de revenus relativement élevés, des indicateurs de gouvernance robustes selon la Banque mondiale. La croissance économique devrait connaître un retour à la normale en 2023 à 4,5 % après une année 2022 exceptionnelle (+15 %), qui s'expliquait principalement par une forte relance des activités touristiques (+82 % d'arrivées par rapport à 2021). Toutefois, ces atouts sont contrebalancés par la dépendance importante des Seychelles envers le tourisme et les importations, ainsi que les vulnérabilités face au changement climatique (risques liés à l'élévation du niveau de la mer). Les bailleurs multilatéraux ont renforcé leur appui en faveur de l'archipel à travers, pour le FMI, l'approbation en mai dernier d'un mécanisme élargi de crédit (EFF) de 56 MUSD visant une meilleure résilience climatique et un soutien à la balance des paiements. La Banque mondiale envisage également une facilité de crédit de 25 MUSD pour appuyer la lutte contre le changement climatique.

Somalie

La Somalie lance une carte d'identité électronique

En Somalie, le 16 septembre 2023, la première carte d'identité électronique a été accordée à un citoyen. L'objectif plus général derrière cette mesure : établir une base de données centrale de numéros uniques pour ses citoyens. C'est la première fois que l'Etat tente de mettre cela en place en trente ans. Un des argument massue : l'identification des citoyens contribuera au combat contre la menace sécuritaire, terroriste et la fraude identitaire. Ce projet a été soutenu par la Banque mondiale et permettra l'établissement d'un système d'identification national digne de confiance et inclusif pour la Somalie. Pour rappel, les principales bases de données de la Somalie concernant les citoyens ont été perdues après que le régime militaire de Siad Barra ait été défait.

Soudan

Pas de brève cette semaine

Soudan du Sud

Pas de brève cette semaine

Tanzanie

Vers une augmentation de la production locale de semences améliorées et adaptées au changement climatique

Le ministre de l'Agriculture Hussein Bashe, a déclaré que le gouvernement prévoit d'investir 260 MUSD pour augmenter la production locale de semences améliorées et adaptées au changement climatique au cours des deux prochaines années. Ce projet d'investissement devrait permettre à l'industrie locale de fournir à terme 75 % de la demande de semences améliorées et adaptées au changement climatique contre un niveau de couverture actuelle de 50 %. D'après M. Bashe, l'enveloppe annoncée servira à financer la recherche agricole, mais aussi l'installation des infrastructures de production adéquates dans les 17 fermes publiques. En Tanzanie, la production de semences améliorées est principalement l'œuvre des opérateurs privés et la moitié de la demande du pays est satisfaite par les importations. D'après les données du ministère de l'Agriculture, la demande de semences améliorées est actuellement évaluée à 120 000 tonnes par an.

Nouveau système national de passation des marchés *(National e-Procurement System of Tanzania NEST)*

L'actuel système national tanzanien de passation électronique des marchés *Taneps (Tanzanian National e-Procurement System)* sera remplacé par le nouveau système national électronique de passation des marchés de Tanzanie *NeST (National e-procurement System of Tanzania)*. Selon le gouvernement, le nouveau système électronique vise à : moderniser le processus de passation des marchés publics, améliorer la transparence des marchés publics, promouvoir une gestion responsable des fonds publics, lutter contre les pratiques de corruption, garantir le respect de la loi et renforcer la surveillance des marchés publics. *NeST* devrait être lancé le mois prochain. Le nouveau système électronique englobe un large éventail de fonctionnalités, depuis l'enregistrement, les appels d'offres, la gestion des contrats, le paiement, le catalogue et les enchères. L'adoption récente de la loi sur les marchés publics renforce encore les perspectives de *NeST*, car la législation répond aux défis posés par l'ancienne loi et aligne plus étroitement les pratiques de passation des marchés publics sur les prix réels du marché. Environ 70 % du budget de l'État est alloué aux marchés publics.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : Kenya / Somalie / Burundi / Rwanda
Twitter : DG Trésor Kenya

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : Madagascar / Seychelles / Maurice / Comores

Twitter : DG Trésor Madagascar

Contact : Béatrice ALPERTE
beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : Ethiopie / Djibouti / Erythrée

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : Ouganda / Soudan du Sud

Contact : Gregory SIDRAC
gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : Tanzanie

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : Soudan

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr) , (heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr)
Rédaction : SER de Nairobi et SE de l'AEOI

Pour s'abonner : michael.mbae@gtresor.gouv.fr
Crédits photo: ©DGTresor